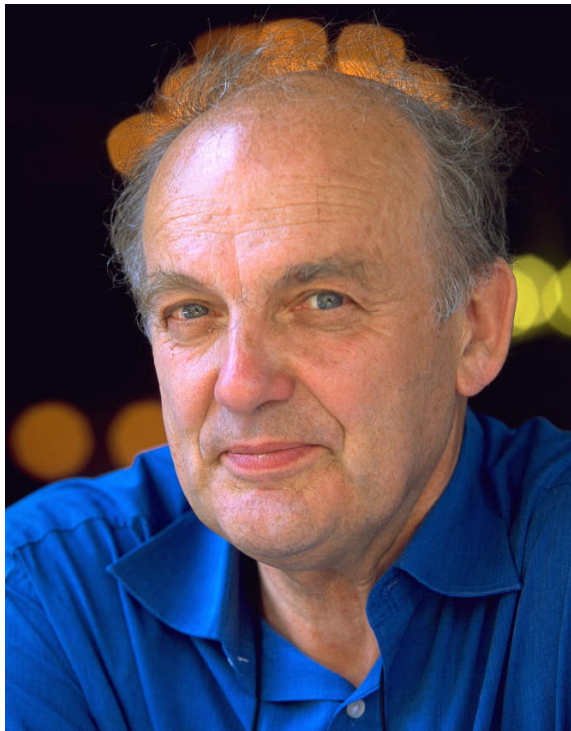


La mort de François Colcombet, magistrat et ancien député de l'Allier

Il avait cofondé le Syndicat de la magistrature avant d'amorcer une carrière politique qui l'a mené à s'engager dans la Convention pour la VI^e République. Ce proche d'Arnaud Montebourg est mort le 3 avril.

Par Patrice Rötig (Éditeur, fondateur des éditions Bleu autour)



François Colcombet en quelques dates

1^{er} septembre 1937

Naissance à Dompierre-sur-Besbre (Allier)

1973-1974

Président du Syndicat de la magistrature

1988-1993

Deviens député de la 1^{re} circonscription de l'Allier. Sera réélu de 1997 à 2002

3 avril 2023

Mort à Paris

© François Colcombet, à Moulins, en 2002.
RICHARD DAMORET/REA

Décédé à Paris le 3 avril, à l'âge de 85 ans, et inhumé le 6 dans son Bourbonnais natal, le magistrat et ancien député François Colcombet est l'un des fondateurs du Syndicat de la magistrature, qu'il a présidé en 1973 et 1974, avant de devenir, à la fin de son parcours professionnel, président de chambre à la cour d'appel de Paris, puis conseiller à la Cour de cassation.

Comme syndicaliste mais aussi comme membre, des années durant, du comité de rédaction de la revue *Esprit*, il a été partie prenante de l'effervescence intellectuelle qui précède, dans les années 1970, l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ainsi dirige-t-il en 1979 un numéro spécial d'*Esprit* sur les prisons dans lequel il mène un entretien avec un défenseur de la cause des détenus qui n'est autre, derrière un pseudonyme, que Michel Foucault. A la suite de l'élection de François Mitterrand en 1981, François Colcombet est nommé l'année suivante président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie, nouvellement créée, puis directeur de l'éducation surveillée (1983-1986) sous la férule du garde des sceaux Robert Badinter.

Parallèlement, il amorce une carrière politique. Maire de Dompierre-sur-Besbre (1983-2008) et conseiller général de l'Allier (1985-2004), il sera élu par deux fois député dans la circonscription de Moulins, la première fois comme candidat « *d'ouverture* »(1988-1993) et la seconde sous les couleurs du Parti socialiste (1997-2002).

« *Avec son allure d'adolescent vieilli, son cheveu rebelle, son regard candide (...) et son indéfectible courtoisie, on imaginerait davantage François Colcombet sous les boiseries de la Bibliothèque nationale ou sur l'estrade d'un amphithéâtre universitaire que dans les couloirs du Palais-Bourbon, note Le Monde du 19 octobre 1991. Malgré cela, [il] a effectué en trois ans plus de travail parlementaire que nombre de ses collègues riches de plusieurs mandats de député. Ses compétences ont fait de lui un des piliers de la commission des lois et du groupe socialiste pour rapporter des textes aussi importants que le blanchiment de l'argent de la drogue, l'aide juridique (...) ou encore le droit des marques et la réforme judiciaire en Nouvelle-Calédonie. »*

Défenseur de l'environnement

François Colcombet a aussi laissé une forte empreinte dans son département. D'abord en tant que défenseur de l'environnement en bataillant avec ténacité contre des projets d'élevage industriel, de barrages ou encore de centrale nucléaire et de centre de stockage de déchets radioactifs. Ensuite comme maire de la ville de Dompierre-sur-Besbre, dont il a fait un laboratoire social et culturel en impulsant des chantiers d'insertion, en faisant d'une friche industrielle un centre d'activités économiques, sportives et artistiques, en lançant le cinéma René-Fallet, du nom du grand romancier originaire de la cité voisine de Jaligny-sur-Besbre. Enfin en tant qu'auteur de nombreux écrits (articles, chroniques, préfaces) qui forment une remarquable œuvre de mémorialiste : le recueil de textes qu'il a publié en février, *Journal intime de l'Allier* (Bleu autour, 168 pages, 20 euros), témoigne combien il a su tenir l'équilibre entre action et réflexion, province et Paris, politique et littérature, histoire et actualité.

Ce mémorialiste avait la République au cœur, ce qu'atteste encore un texte plus long que les autres : le livre ayant pour titre *La République nous appelle* (Bleu autour, 2002), sous-titré *Ou comment des républicains d'entre Loire et Besbre ont subi la déportation et l'exil pour avoir défendu la République contre l'attentat criminel du 2 décembre 1851*. L'attestent aussi [l'institution du référé administratif, qu'il a impulsée au Parlement](#), ou sa fidélité au Comité parlementaire pour un Iran démocratique qu'il a cofondé.

En témoigne, enfin, son engagement dans la Convention pour la VI^e République, créée en 2002, qu'il a présidée à la suite d'Arnaud Montebourg, mais qui n'a pas réussi à entamer le présidentielisme de la V^e République. Arnaud Montebourg était d'ailleurs présent aux obsèques de François Colcombet avec lequel il a conduit, à la fin des années 1990, la [commission d'enquête parlementaire sur les tribunaux de commerce](#), sans parvenir à une réforme, pourtant nécessaire à leurs yeux.

Lire aussi (archive de 2007) : [François Colcombet: "Les Français sont prêts pour une VIe République"](#)